Ce fichier a été téléchargé le jeudi 19 novembre 2026 sur Criminocorpus, Musée d'histoire de la justice, des crimes et des peines.
24 janvier 2023

- Citer cette page

Pour citer cette page

Le Code civil, *Musée Criminocorpus* publié le 24 janvier 2023, consulté le 19 novembre 2026.
Permalien : https://criminocorpus.org/fr/ref/25/19707/
-

Code civil

Chapitre II — Des formalités relatives à la célébration du mariage

Extrait

Article 169

Version du 17 mars 1803

Texte source : ***Code civil des Français, édition originale et seule officielle, à Paris, de l'imprimerie de la République, An XII, 1804.***

Le Gouvernement, ou ceux qu'il préposera à cet effet, pourront, pour des causes graves, dispenser de la seconde publication.

Version du 3 septembre 1807

Texte source : ***Code Napoléon, seconde édition officielle du Code civil.***

Il est loisible à l'Empereur ou aux officiers ~~Le Gouvernement, ou ceux~~ qu'il préposera à cet effet, de dispenser, ~~pourront,~~ pour des causes graves, ~~dispenser~~ de la seconde publication.

Version du 30 août 1816

Texte source : ***Ordonnance contenant la 3e édition officielle du Code civil.***

Il est loisible au Roi ~~à l'Empereur~~ ou aux officiers qu'il préposera à cet effet, de dispenser, pour des causes graves, de la seconde publication.

Version du 4 novembre 1848

Texte source : ***Constitution du 4 novembre 1848.***

Il est loisible au Président de la République ~~Roi~~ ou aux officiers qu'il préposera à cet effet, de dispenser, pour des causes graves, de la seconde publication.

Version du 2 décembre 1852

Texte source : ***Décret du 2 décembre 1852, qui promulgue et déclare Loi de l'État le Sénatus-Consulte du 7 novembre 1852, ratifié par le Plébiscite des 21 et 22 novembre.***

Il est loisible à l'Empereur ~~au Président de la République~~ ou aux officiers qu'il préposera à cet effet, de dispenser, pour des causes graves, de la seconde publication.

Version du 31 août 1871

Texte source : ***Loi portant que le Chef du pouvoir exécutif prendra le titre de Président de la République.***

Il est loisible au Président de la République ~~à l'Empereur~~ ou aux officiers qu'il préposera à cet effet, de dispenser, pour des causes graves, de la seconde publication.

Version du 21 juin 1907

Texte source : ***Loi modifiant plusieurs dispositions légales relatives au mariage.***

Le procureur de la République, dans l'arrondissement duquel sera célébré le mariage, peut ~~Il est loisible au Président de la République ou aux officiers qu'il préposera à cet effet, de~~ dispenser, pour des causes graves, de la publication et de tout délai. ~~seconde publication.~~

Version du 8 avril 1927

Texte source : ***Loi modifiant les articles 63, 64, 67, 169 et 176 du code civil relatifs aux publications de mariage et aux oppositions.***

Le procureur de la République ~~République,~~ dans l'arrondissement duquel sera célébré le mariage ~~mariage,~~ peut dispenser, pour des causes graves, de la publication et de tout délai ou de l'affichage de la publication seulement. ~~délai.~~

Version du 11 juillet 1940

Texte source : ***Acte constitutionnel n° 1.***

Le procureur de la République dans l'arrondissement duquel sera célébré le mariage peut dispenser, pour des causes graves, de la publication et de tout délai ou de l'affichage de la publication seulement.

Version du 29 juillet 1943

Texte source : ***Loi n° 430 du 29 juillet 1943 relative au certificat d'examen médical avant le mariage, institué par l'article 4 de la loi du 16 décembre 1942.***

Le procureur de la République dans l'arrondissement duquel sera célébré le mariage peut dispenser, pour des causes graves, de la publication et de tout délai ou de l'affichage de la publication seulement.

Il peut également, dans des cas exceptionnels, dispenser les futurs époux, ou l'un d'eux seulement, de la remise du certificat médical exigé par l'article 63, alinéa 2.

Le certificat médical n'est exigible d'aucun des futurs époux au cas de péril imminent de mort de l'un d'eux prévu par l'article 75, deuxième alinéa, du Code civil.

Version du 9 août 1944

Texte source : ***Ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental.***

Le procureur de la République dans l'arrondissement duquel sera célébré le mariage peut dispenser, pour des causes graves, de la publication et de tout délai ou de l'affichage de la publication seulement.

Il peut également, dans des cas exceptionnels, dispenser les futurs époux, ou l'un d'eux seulement, de la remise du certificat médical exigé par l'article 63, alinéa 2.

Le certificat médical n'est exigible d'aucun des futurs époux au cas de péril imminent de mort de l'un d'eux prévu par l'article 75, deuxième alinéa, du Code civil.

Version du 2 novembre 1945

Texte source : ***Ordonnance n° 45-2720 du 2 novembre 1945 sur la protection maternelle et infantile.***

Le procureur de la République dans l'arrondissement duquel sera célébré le mariage peut dispenser, pour des causes graves, de la publication et de tout délai ou de l'affichage de la publication seulement.

Il peut également ~~également,~~ dans des cas exceptionnels ~~exceptionnels,~~ dispenser les futurs époux ~~époux,~~ ou l'un d'eux seulement ~~seulement,~~ de la remise du certificat médical exigé par le deuxième alinéa de l'article 63. ~~l'article 63, alinéa 2.~~

Le certificat médical n'est exigible d'aucun des futurs époux au cas de péril imminent de mort de l'un d'eux, prévus au deuxième alinéa de l'article 75 du présent Code.

~~d'eux prévu par l'article 75, deuxième alinéa, du Code civil.~~

Version du 26 novembre 2003

Texte source : ***Loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité.***

Le procureur de la République dans l'arrondissement duquel sera célébré le mariage peut dispenser, pour des causes graves, de la publication et de tout délai ou de l'affichage de la publication seulement.

Il peut également dans des cas exceptionnels dispenser les futurs époux ou l'un d'eux seulement de la remise du certificat médical exigé par le troisième ~~deuxième~~ alinéa de l'article 63.

Le certificat médical n'est exigible d'aucun des futurs époux au cas de péril imminent de mort de l'un d'eux, prévus au deuxième alinéa de l'article 75 du présent Code.